

### L'énergie

**M. Lalonde:** Je continue:

8. augmentation de la recherche et du développement; et
9. accroissement de la participation des Canadiens.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Lalonde:** J'entend des murmures de l'autre côté, monsieur l'Orateur. Je n'en suis pas surpris car cela fait mal.

**Une voix:** Ne voyez-vous pas plutôt qu'ils se moquent de vous.

**M. Lalonde:** Ils n'ont pas pris la peine de lire et de chercher à savoir ce qui s'est passé durant toutes ces années.

**M. Blenkarn:** Nous avons vu ce qui s'est passé.

**M. Lalonde:** La politique énergétique du Canada était reconnue dans le monde entier comme l'une des plus progressives et des plus logiques au monde.

**Des voix:** Bravo!

**M. Lalonde:** Le premier ministre a parlé d'un objectif d'autarcie énergétique d'ici 1990. Nous avons tenté—les députés conservateurs eux-mêmes ont tenté d'obtenir des renseignements à ce sujet du ministre. Aujourd'hui, les représentants des provinces et le public n'ont pas obtenu de complément d'information sur cet objectif du gouvernement conservateur. C'est un objectif qui sonne bien, mais nous n'avons pu obtenir ni du ministre, ni du premier ministre, le moindre renseignement quant à son coût et à la façon de le réaliser. En fait, dans les documents remis aux députés et à la presse par le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, on dit très clairement qu'aucun scénario réaliste ne permettrait d'atteindre à cet objectif. Même dans l'hypothèse la plus optimiste, nous serions toujours à court de 200,000 barils par jour en 1990.

Nous comprendrions fort bien les préoccupations du premier ministre et du gouvernement à propos des approvisionnements si nous avions de meilleures assurances quant aux approvisionnements à court terme, si nous avions vu le gouvernement actuel agir plus énergiquement pour s'assurer que les multinationales ne détournent pas le pétrole provenant du Venezuela ou d'autres pays et destiné au Canada, étant donné les menaces actuelles résultant entre autres de la situation en Iran. Nous serions plus confiants si le gouvernement avait fait preuve de plus d'âcridité dans ses négociations avec le Venezuela et le Mexique. Il est certain que nous comprendrions mieux la situation dans laquelle se trouve le gouvernement si celui-ci avait créé la commission d'affectation des approvisionnements d'énergie que nous le pressons de mettre sur pied depuis des mois, qu'il n'a pas encore créé malgré que nous l'ayons périodiquement supplié de le faire.

**Une voix:** Malgré sa lettre à Fabien Roy.

**M. Lalonde:** Qu'allons-nous faire? Au dire du gouvernement, nous allons hausser le prix de notre pétrole jusqu'à 90 p. 100 du prix de Chicago. Voilà un critère bien complexe que certains Canadiens auront probablement du mal à comprendre—j'espère que non—mais, en réalité, cela signifie que nous allons atteindre, ou presque, le prix international. A quel prix se vend le pétrole sur le marché de Chicago? D'après les chiffres du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, le pétrole se vend actuellement, en novembre 1979, \$23.71 le baril sur le marché de Chicago, en regard du prix international de \$25.68 et du prix canadien, à Toronto, de \$15.63. En

[M. Lalonde.]

raison de la politique du gouvernement américain qui va complètement dérégler les prix du pétrole américain dans les années qui viennent, le prix de Chicago sera de \$43.46 en 1985.

J'entends rire un député là-bas. Les Canadiens ne riront pas tant quand ils devront payer ce prix dans cinq ans.

**Des voix:** Bravo!

**M. Lalonde:** Si le gouvernement gagne son point, les Canadiens paieront alors \$41.29 le baril, ou un peu moins, soit environ 260 p. 100 de plus qu'ils ne paient actuellement. On prévoit en effet que le prix de Chicago sera alors plus élevé que le prix international, si les prédictions actuelles se réalisent quant à l'évolution du prix international. Voilà la décision que le gouvernement veut nous faire accepter à l'aveuglette. Non seulement disons-nous qu'il n'est pas nécessaire pour le Canada de porter le prix de son pétrole au niveau international, mais nous soutenons qu'il s'agit là d'une mauvaise décision pour notre pays.

Le gouvernement aime se réclamer du Livre blanc de 1976, alors que le prix mondial était de \$11.50. Je tiens encore une fois à rappeler au gouvernement que nous avons dit à cette époque:

● (2110)

Le gouvernement fédéral se propose d'accroître les prix intérieurs du pétrole à un niveau suffisant pour encourager la production au Canada. Tant que ce niveau demeure inférieur aux cours internationaux du pétrole, l'écart est avantageux pour les consommateurs canadiens ainsi que pour nos producteurs industriels et agricoles.

On veut dire par là que notre prix devrait être fixé au Canada pour les Canadiens, d'après les coûts canadiens et non d'après le coût du cartel ou de l'OPEP, qu'on l'appelle comme on voudra. Nous convenons avec le gouvernement de l'Ontario que le cours canadien devrait être établi en fonction du coût de production du pétrole et du gaz au Canada et non en fonction du cours tout à fait artificiel fixé à l'étranger, et qui n'a aucun rapport en réalité avec le coût de production du pétrole et du gaz au Canada.

Deuxièmement, nous désapprouvons la façon dont le gouvernement tente d'atteindre son objectif.

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Je rappelle au député que le premier ministre (M. Clark) a parlé environ sept ou huit minutes, tandis qu'il parle depuis déjà quinze minutes. Je ne peux guère le laisser continuer.

[Français]

**M. Lalonde:** Monsieur le président, j'aimerais dire au très honorable premier ministre et au gouvernement que nous sommes non seulement en désaccord avec l'objectif qu'ils se sont fixé, mais aussi avec la façon dont ils comptent y arriver. La façon d'augmenter le prix d'une manière aussi accélérée et aussi excessive, selon nous, est complètement inappropriée à l'heure actuelle. L'impact d'une telle augmentation sur le coût de la vie et sur la croissance économique va être extrêmement négatif, et alors que nous connaissons les taux d'intérêt les plus élevés dans notre histoire, nous maintenons que ce n'est pas le temps d'augmenter le prix du pétrole de la façon dont le gouvernement l'envisage.

Même le gouvernement de l'Ontario a prévu qu'il en résulterait une augmentation du chômage de 137,000 emplois, si la proposition du gouvernement était mise en vigueur. Ce sont là